

Fiche de synthèse 20

Formation, information, éducation



RÉSUMÉ

La formation sera examinée sous l'angle de l'enseignement supérieur (formation initiale et continue). L'éducation sera examinée sous l'angle de l'EEDD (Éducation à l'Environnement et au Développement Durable) vers les niveaux primaires, secondaires et grand public. L'information sera examinée sous l'angle de la communication scientifique technique et industrielle.

Les formations autour du développement durable requièrent interdisciplinarité, coopération inter établissements, partenariats public-privé, etc. Autant de risques si des antagonismes actuels ne sont pas dépassés. Autant de perspectives si on a un peu d'imagination et une volonté un peu iconoclaste. Parmi quelques pistes proposées, on relève : la pédagogie par l'exemple à travers les Agenda 21 des établissements et l'intergénérationnel, par exemple en développant les relations collège/lycées – étudiants.

Mots-clefs : Formation, enseignement supérieur, formation continue, information, communication scientifique, éducation, rayonnement, coopération internationale

1. IDENTIFICATION

Thème	VI- Sociétés, gouvernance et territoires
Sujet de la fiche	20- Formation, information, éducation
Correspondant (coordonnées complètes)	Arnaud MARTIN Université Montpellier 2 – CEFE – CC043 04 67 61 34 26 – 06 88 33 69 85 arnaud.martin@cefe.cnrs.fr
Organismes ressources (contributeurs)	Cirad (M. MOURZELAS) Université Montpellier 2 (T. BRASSAC, L. GOMEL) IUFM (F. THOREZ) Réseau COOPERE 34 (B. FRANC) IRD (S. HURTREZ)

Formation

Le dispositif d'enseignement supérieur du Languedoc-Roussillon aborde les problématiques du développement durable (DD) essentiellement dans les niveaux spécialisés (spécialisations Ingénieurs, Master) à travers des unités de formation dédiées mais le plus souvent de manière connexe (il est donc difficile de faire un état des lieux). Le volet « risques » n'y est pas toujours traité de façon spécifique à l'instar d'autres formations en France ; il est parfois intégré timidement dans les formations existantes. La formation aux métiers de l'enseignement, de l'animation et de la communication en SVT aborde le DD au moyen d'approches interdisciplinaires, ainsi que la question de l'Education à l'Environnement vers un Développement Durable (EEDD). Ceci se fait par le biais de rencontres avec des acteurs locaux de l'EEDD, ainsi qu'au travers des actions de liaison lycée/université et de l'implication d'étudiants dans l'élaboration de projets pédagogiques sur ces thèmes en primaire ou dans le secondaire.

Concernant la formation continue, il n'y a pas de formations spécifiques au DD ouvertes en Languedoc-Roussillon (celle qui existent relèvent d'associations). D'une façon générale, l'offre de formation continue que l'on trouve sur le sujet s'adresse soit aux agents des collectivités locales soit aux entreprises. Elle traite surtout des risques en lien avec la réglementation, risques industriels ou environnementaux. Elle est dispensée par des organismes spécialisés de formation continue ou par l'institut de formation de l'environnement créé par le ministère de l'Écologie et du Développement durable en 2001. Très peu de liens existent entre formation supérieure et continue sur ces thèmes.

L'université Montpellier 2 a décidé d'engager l'établissement dans la réalisation de son Agenda 21.

Éducation

La région Languedoc-Roussillon est une des régions historiques de l'EEDD. Longtemps cantonnée à l'animation scolaire, elle s'ouvre aujourd'hui vers un plus large public. La région et certains de ses départements disposent d'un tissu d'associations organisées en réseau (par exemple le réseau Coopère 34, www.coopere34.org) qui travaillent en partenariat avec le rectorat et les IUFM pour réaliser des opérations d'EEDD. Il y a un plan régional pour l'EEDD qui intègre la formation de formateurs.

Certaines régions comme Rhône Alpes se sont engagées dans la démarche « établissements responsables » soutenue par le ministère de l'Écologie (www.etablissement-ecoresponsable.rhonesalpes.fr).

Information

Le domaine de la culture scientifique montre une tendance à la professionnalisation et une conscience accrue des laboratoires de recherche et des organismes à participer à de telles opérations (fête de la science, organisation de conférences pour le grand public, bar des sciences, expositions...). On note des regroupements d'intérêt dans l'action (CNRS/UM2, Pôle Diffusion de la culture scientifique d'Agropolis et association de préfiguration d'un Centre de culture scientifique technique et industrielle en Languedoc-Roussillon [ConnaiSciences] www.agropolis.fr/pdf/cst/ccsti.pdf) ; ce qui permet de mettre en place des opérations transversales ou localisées en milieu décentralisé/rural. Une collaboration accrue des acteurs est en train de se tisser entre les organismes de recherche.

International

Le site de Montpellier est reconnu internationalement pour la recherche et la formation dans les domaines agronomie-environnement-biodiversité, à travers Agropolis International. Il y a une reconnaissance de l'UNESCO au travers de deux chaires UNITWIN dans le domaine du développement durable (UM2 et école de chimie). Les établissements membres d'Agropolis présentent une offre de formation initiale et continue réputée en particulier à destination des étudiants et des scientifiques provenant des pays méditerranéens et de zones tropicales. Le changement climatique et les risques liés n'y sont pas spécifiquement affichés.

Tendances lourdes à 5 ans

Le regroupement des universités devrait être un contexte favorable au développement de formations très interdisciplinaires du DD. L'éducation à l'environnement, déjà soumis aux règles de la concurrence, devrait être un secteur où de nouveaux acteurs interviendront (par exemple des entreprises).

Les formations autour du DD se développeront à travers du partenariat public-privé parce que les entreprises y auront un intérêt direct (par exemple le campus Veolia). Mais c'est aussi le rôle grandissant des fondations qui devrait marquer les prochaines années (Total, WWF, WCS, etc.).

La formation et en particulier celle destinée aux étrangers, devrait se complexifier notamment en intégrant de la formation à distance, du présenciel et des écoles de terrain.

La globalisation des questions liées au changement climatique et la nécessité d'inclure les pays du Sud dans les réflexions, devraient entraîner une prise en compte plus importante des études faites dans ces pays et une intensification des échanges scientifiques.

Points de rupture éventuels

Incapacité à dépasser les clivages disciplinaires ;

Incapacité à dépasser les clivages recherche- enseignement-formation continue ;

Incapacité à dépasser les clivages public-privé ;

Baisse de la qualité de l'offre de formation dans le supérieur, en particulier dans le domaine des nouvelles technologies ;

Baisse de la qualité de l'accueil des étudiants français et étrangers ;

Secteur éducation, Information, culture scientifique et technique : Limitation des ressources budgétaires et multiplication des sources. Limitation des sources de financements propres aux actions de diffusion de la culture scientifique. Dissensions entre les acteurs locaux et essoufflement des synergies d'action collaboratives au profit de logiques de communication ou réorientation des priorités institutionnelles. Mauvais équilibre entre les actions menées sur les grands pôles centraux (Montpellier, Perpignan, Nîmes...) et ruraux (Lozère, Hauts Cantons...). Non reconnaissance de l'investissement des chercheurs dans la diffusion des savoirs pour leur évaluation de carrière est un frein certain à leur implication.

Propositions d'action

Favoriser la mise en réseau des acteurs

- Formation : Le regroupement des grands établissements sera l'outil nécessaire (mais non suffisant) pour le développement des formations interdisciplinaires du développement durable. Nécessité d'une ingénierie de formation « intégrative » (objectifs, moyens, public).
- Information : Le futur CCSTI devra étendre son réseau au-delà des institutions publiques vers les entreprises concernées par le DD (énergie, eau, biodiversité, etc.). Il pourrait être l'outil pour la programmation des formules d'interfaces science/citoyens développées (bars des sciences, cycles de conférences, expositions, villages des sciences...). Développer des contenus multimédia de qualité professionnelle (impact fort sur les jeunes publics, facilité de diffusion via Internet, valorisation des recherches scientifiques locales).
- Rayonnement et International : Monter une offre de formation thématique transversale à visibilité internationale, s'appuyant sur les partenariats existants (en particulier avec les pays du Sud). Une offre au niveau régional fédérant les établissements concernés.

Développer l'intergénérationnel : par exemple à travers des opérations étudiants-lycée (cf. opération sensibilisation à la biodiversité piloté par Agropolis en 2005-2006).

Pédagogie par l'exemple : Faire de la gestion des grands établissements de formation et de recherche des exemples pédagogiques de démarche de développement durable à travers des Agenda 21. C'est aussi un moyen de faire de la sensibilisation auprès des élus des collectivités territoriales (parce qu'ils sont souvent dans les CA).

3. BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Colloque « *Imaginer le pire ?* », 3-4 juin 2005, chaire de développement durable de Sciences Po, Paris.

Colloque international sur *l'éducation à l'environnement pour un développement durable*, organisé par le professeur Michel Ricard à Paris les 14 et 15 avril 2004. BO n°28 du 15 juillet 2004.

Convention cadre 2007 pour l'EEDD en Languedoc-Roussillon signée le 2 avril 2007. BO n°14 du 5 avril 2007.

4. GLOSSAIRE DES ACRONYMES

EEDD : Éducation à l'Environnement et au Développement Durable